

Initiative spéciale "Transformation des systèmes agricoles et alimentaires".
Programme mondial Pêche et Aquaculture durables

Newsletter #10

05.06.2023

Chère lectrice, cher lecteur,

Bienvenue dans ce dixième numéro du Newsletter du **Programme mondial Pêche et une Aquaculture durables**.

La durabilité constitue pour le Programme mondial pour une pêche et une aquaculture durables un concept aux multiples facettes. Notre objectif est non seulement d'améliorer durablement les moyens de subsistance de nos bénéficiaires, mais aussi de lutter contre l'insécurité alimentaire par le biais d'un régime alimentaire sain et durable. Enfin, pour nous, la durabilité implique de proposer des solutions aux pratiques de pêche et d'aquaculture qui nuisent à l'environnement et de lutter ainsi contre la pollution, les déchets et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).

À l'occasion de la *Journée mondiale de l'environnement* et de la *Journée de la lutte contre la pêche INN*, nous souhaitons partager notre expérience et nos connaissances acquises dans la gestion de ces questions dans le cadre de nos projets, ainsi que leurs efforts pour protéger la biodiversité, favoriser les écosystèmes et garantir une production halieutique durable pour les générations à venir.

Nous espérons que vous prendrez plaisir à lire et à découvrir nos projets en cours !

L'équipe de communication

La lutte contre la pollution de l'environnement et la pêche INN



Dans ce numéro, vous trouverez des articles de nos modules :

Ouganda



Malawi



Madagascar



Zambie



Cambodge



Mauritanie



Économie circulaire, pollution environnementale et lutte contre la pêche INN

Article invité :
Projet mondial
"Go Circular"

Des millions de tonnes de plastique se déversent chaque année dans les océans. Des actions urgentes sont requises pour préserver l'environnement.



Bien que les pays en développement ne figurent pas parmi les plus grands producteurs de déchets plastiques, ils ne disposent pas d'une capacité suffisante d'élimination des déchets, ce qui entraîne souvent des fuites importantes de macro et microplastiques dans l'environnement. En outre, [les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés \(ALDFG\)](#) constituent une menace particulière pour la biodiversité aquatique.

La GIZ soutient les efforts mondiaux visant à améliorer les systèmes de gestion des déchets depuis plus de 25 ans et met actuellement en œuvre plus de 20 projets axés en particulier sur la prévention des déchets marins. En outre, elle soutient le gouvernement allemand dans plusieurs processus et alliances mondiales sur l'économie circulaire, la gestion des déchets et la prévention des déchets marins (par exemple, PROBLUE, [PREVENT Waste Alliance](#), Convention de Bâle). Actuellement, les négociations en cours sous

l'égide de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement en vue d'un traité mondial sur les plastiques représentent une occasion unique d'obtenir des résultats à l'échelle mondiale contre la pollution due aux plastiques. En outre, il est important de soutenir les efforts mondiaux de lutte contre la pêche INN, qui est l'un des principaux moteurs de l'ALDFG.

Sur la base de cette expérience, la GIZ a publié un [nouveau rapport sur la prévention des déchets marins dans les projets de coopération internationale au développement](#), qui comprend les mesures de collecte et de recyclage des déchets générés par les navires et des engins de pêche usagés. Le rapport conclut que les mesures efficaces doivent tenir compte de l'ensemble de la chaîne de valeur des plastiques et soutenir ainsi l'économie circulaire.

Informations sur les efforts de la GIZ contre la pollution plastique :

- [Thème / Déchets et économie circulaire, Efficacité des ressources](#)
- [Projet mondial Go Circular](#)
- [Projet de soutien BMUV Marine Litter](#)
- [Repenser le plastique - Ports et pêche](#)
- [Renforcer la réduction, la réutilisation et le recyclage \(3R\) pour préserver la biodiversité marine](#)
- [SICA : Prévention des déchets plastiques en Amérique centrale et dans les Caraïbes](#)

"Collecte des déchets de plage", Izmir, Turquie.
© Mateo Garcia Prieto / GIZ



Nettoyage des plages comme stratégie pour réduire la pollution plastique des lacs en Ouganda



L'initiative "Argent contre travail" au lac Victoria et à Kyoga visait à renforcer la résilience alimentaire des ménages de 6 756 bénéficiaires touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires due à la guerre en Ukraine et à résoudre les problèmes de gestion des déchets des sites de débarquement de poissons qui altèrent l'état des zones de reproduction des poissons et de l'environnement aquatique.



En collaboration avec le Fonds pour la promotion de l'innovation dans l'agriculture (i4AG), le projet "Responsible Fisheries Business Chains" (RFBCP) a organisé des nettoyages de plages sur 34 sites de débarquement majeurs entre novembre et décembre 2022.

Les activités de nettoyage comprenaient des réunions de sensibilisation avec les dirigeants du district, les membres du comité du site de débarquement, les communautés de pêcheurs et les écoles primaires proches des sites de débarquement. Les participants ont été formés à l'élimination, à la gestion, au nettoyage, au tri, au classement, à la pesée et à la vente des déchets plastiques spéciaux à des recycleurs. Au total, plus de 83 000 kg de déchets organiques et non organiques ont été collectés sur les sites de débarquement. Les débris collectés étaient composés de plantes mortes, des restes de nourriture, des plastiques solides, des sacs en plastique, de vieux filets, de caoutchouc etc. Alors que les déchets plastiques, métalliques et biodégradables ont pu être vendus à des recycleurs ou à des entreprises de fabrication d'engrais, d'autres déchets ont été envoyés dans des décharges. La GIZ-RFBCP a pu mettre en relation les communautés de pêcheurs avec des recycleurs

de plastique potentiels comme "Africa Reform" et "Eco plastics", qui peuvent acheter les déchets plastiques régulièrement collectés sur les sites de débarquement. Les grandes quantités de déchets collectés sur les différents sites en deux mois mettent en évidence l'ampleur de la pollution des lacs. Pour améliorer la gestion des déchets dans les communautés de pêcheurs, il est nécessaire de mettre en œuvre les politiques de gestion des déchets le long des plans d'eau et de créer des comités de gestion des déchets sur les sites de débarquement. En outre, une sensibilisation périodique impliquant des compétences pratiques sur la manière de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets et la fourniture de matériel d'équipement de protection individuelle aux comités des sites de débarquement sont indispensables à une gestion réussie des déchets.

Pesée des déchets plastiques collectés au débarcadère de Namasali, district d'Amolter.

© Peace Kabaliisa GIZ / RFBCP



L'agriculture intégrée à l'aquaculture : solution pour une gestion durable de l'eau



L'agriculture intégrée à l'aquaculture : solution pour une gestion durable de l'eau
Le projet de la GIZ "*Aquaculture Value Chain Project for Higher Income and Food Security in Malawi*" (AVCP) promeut l'agriculture et l'aquaculture intégrées (IAA) auprès des pisciculteurs.



Dans la ville de Mzuzu, au nord du Malawi, vit un pisciculteur appelé M. Mwangonde. Il a commencé comme pisciculteur ordinaire avec un étang de 10 mètres sur 30, en utilisant comme source d'eau une rivière partagée par la communauté. Depuis que son exploitation piscicole, située dans une zone inondable, s'est étendue à quatre hectares, les eaux en aval sont susceptibles d'être polluées. Pour remédier à ce problème, M. Mwangonde s'est lancé dans la pisciculture associée à la culture de bananes et de canne à sucre afin d'améliorer la gestion de l'eau par le biais du recyclage. Avec l'eau riche en nutriments de ses étangs, il irrigue et fertilise sa plantation de canne à sucre et de bananes de quatre hectares, empêchant ainsi toute eau eutrophique d'atteindre la rivière et d'affecter les autres utilisateurs en aval. "Outre la

réduction de la pollution et la bonne gestion de l'eau, l'intégration est le moyen de maintenir le flux de trésorerie. Vous pouvez avoir une faible récolte de poissons, mais l'argent obtenu de la vente de canne à sucre ou de bananes peut maintenir votre exploitation". Selon les conseils de M. Mwangonde à d'autres pisciculteurs.

Grâce au mécanisme de support de la KFW, M. Mwangonde a obtenu une subvention de 17 000 euros, qu'il a utilisée pour acheter des pompes d'irrigation et une serre pour les opérations d'écloserie, ce qui lui a permis de produire des alevins tout au long de l'année.

Récolte de poissons dans l'exploitation piscicole (à la fois bananeraie) de M. Mwangonde à Mzuzu, au Malawi.

© Animal Lab / GIZ-AVCP



Riz et poisson : Une symbiose pour des services écosystémiques respectueux de l'environnement



Des études indiquent que la présence de poissons est bénéfique à la riziculture en réduisant les insectes, les maladies et les mauvaises herbes et en augmentant les rendements.



Les rizières offrent un abri, de la nourriture et une nurserie aux poissons, créant ainsi une symbiose entre les deux. Pour répondre aux besoins alimentaires de la population croissante à Madagascar, l'intégration du poisson dans la riziculture devient de plus en plus importante.

La préparation des rizières est simple. Les rizipisciculteurs doivent creuser un étang refuge pour les poissons, qui peuvent ainsi s'abriter dans des eaux plus profondes et plus froides pendant les journées chaudes. Pour éviter que les poissons ne s'échappent et pour améliorer la gestion de l'eau, les digues entourant les rizières doivent être rehaussées.

L'approche utilise la productivité de l'environnement naturel pour produire des poissons, sans nourriture artificielle, ni phyto-sanitaire, ni engrais. Cela permet d'éviter la sursaturation en nutriments, hormones ou substances pharmaceutiques et de préserver

la rizière en tant qu'habitat pour une gamme variée d'espèces.

La nourriture des poissons, sous forme de phytoplancton, est naturellement présente dans les rizières. Pour améliorer la productivité, des engrais naturels fabriqués, tels qu'un mélange de paille de riz et de fumier, peuvent être utilisés pour la croissance du plancton. La couleur de l'eau permet de déterminer la quantité d'engrais à utiliser. Lors des sessions de formation, les rizipisciculteurs apprennent à ne pas utiliser trop d'engrais, car cela peut réduire les niveaux d'oxygène dans l'eau et nuire aux poissons. Dans l'ensemble, la rizipisciculture intégrée augmente la productivité, réduit les coûts et les risques financiers pour les exploitants et a un faible impact sur l'environnement.



Un rizipisciculteur distribue des engrais dans le canal de refuge, Madagascar

© Fidisoa Ramanahadray / GIZ

Approches par la gestion communautaire pour une pêche durable dans les barrages



Les ressources communes telles que les barrages communautaires dans la province orientale de Zambie sont enclines à la surexploitation par la population environnante.



Afin de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans ces petits plans d'eau, le projet "Fish for Food Security" (F4F) a réorganisé les comités de gestion des barrages. Ces structures communautaires ont pour objectif de gérer les barrages après des années de surpêche. En collaboration avec le projet F4F et le ministère de la pêche, les comités de gestion des barrages ont mis en place des approches communautaires pour réglementer et réduire la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) dans les barrages.

Grâce à des activités de renforcement des capacités, les comités de gestion des barrages et certains pêcheurs ont appris des pratiques de pêche durables, telles que la limitation de la taille des filets et le maintien des populations de poissons. En outre, les comités ont élaboré des stratégies de gestion durable des barrages, activement soutenues et mises en œuvre par la communauté pour limiter la pêche INN. Les comités de gestion ont aussi mis en place un système de permis pour restreindre l'accès illégal aux barrages et parfois mettre en œuvre une interdiction de pêche pour permettre la reproduction.

En plus, elles ont mis en place un système de surveillance pour collecter des données sur les populations de poissons et la biodiversité. Le système de restriction génère des revenus, qui permettent aux comités de gestion d'effectuer diverses activités d'entretien et de surveillance. Enfin, les comités de gestion des barrages ont organisé de nombreuses réunions de sensibilisation des communautés sur les permis et les engins de pêche appropriés et ont reçu la bénédiction des chefs traditionnels. Les comités de gestion des barrages continuent d'apprendre, en collaboration avec les communautés, comment gérer au mieux leurs petits plans d'eau afin de garantir une utilisation durable de leurs ressources communautaires.



Pêcheurs utilisant des engins de pêche agréés, sur le barrage de Rukuzye, dans la province Est de Zambie, .

© Jason J. Mulikita/ GIZ

Le système de refuges communautaires pour poissons contribue à la productivité des systèmes de pêche dans les rizières au Cambodge



Contribuer à l'essor des systèmes de refuges piscicoles communautaires afin d'améliorer les conditions physiques et écologiques, de réduire la pêche illícite, non déclarée et non réglementée (INN) et d'augmenter les rendements.



La pêche en rizière au Cambodge constitue deux des principales sources glucides et de protéines animales du pays, puisqu'ils produisent à la fois du riz et du poisson et par conséquent des emplois et des revenus pour de nombreux ménages. Les principaux éléments de ces systèmes sont les rizières inondées, les lacs ou les étangs et les canaux de liaison. Un système de rizières inondées sain et productif offre aux poissons et autres animaux aquatiques, un refuge sûr durant la saison sèche. Pendant la saison des pluies, les poissons migrent à travers les canaux vers les rizières inondées pour se nourrir et se reproduire. Durant cette période l'on peut pêcher les poissons à l'aide d'engins de pêche agréés. Cependant, cette ressource importante est gravement menacée par les

pratiques de pêche illégales, qui contribuent à la perte de biodiversité et d'habitats naturels.

Le projet "Sustainable Aquaculture and Community Fish Refuge Management" (SAFR), avec le soutien financier du BMZ, travaille avec des partenaires et les communautés locales pour établir 20 refuges piscicoles communautaires. L'objectif est d'améliorer les conditions physiques et écologiques des étangs de refuge, afin de fournir un abri aux poissons pendant la saison sèche. Ce processus implique l'élection d'un comité pour les refuges communautaires pour poissons, la création d'un plan de gestion, l'amélioration des conditions physiques et biologiques des refuges communautaires pour poissons et la surveillance des refuges communautaires pour poissons et des zones interdites à la pêche. Un refuge piscicole communautaire correctement géré voit une réduction remarquable des activités de pêche illégales et les prises augmentent de 10 à 15 % par an.



Un membre de la communauté attrape du poisson dans un canal relié à un étang de refuge communautaire.

© Conor Wall/ GIZ

Défis et solutions - Gestion durable de la pêche en Mauritanie



L'objectif déclaré de toute gestion de la pêche est de maintenir un équilibre entre les activités de pêche et la productivité biologique, mais l'obtention de données précises à ce sujet peut s'avérer difficile.



Pour mettre en place un système de gestion durable des pêches en Mauritanie, il est essentiel d'accroître la transparence au sein du secteur. Cependant, le secteur de la pêche en Mauritanie est caractérisé par un haut degré d'informalité, une masse d'eau énorme et des ressources limitées pour contrôler tous les acteurs actifs, ce qui permet la pêche illégale. Les garde-côtes du pays couvrent une zone de 230 000 km². Pour relever ces défis, le projet Pêche Artisanale Durable en Mauritanie (PADeM) soutient l'Initiative pour la Transparence dans la Pêche (FiTI). La FiTI est une initiative mondiale multipartite qui vise à accroître la transparence et la participation à la gouvernance de la pêche pour une gestion plus durable, sur la base de deux principes :

1. la transparence : La norme FiTI consiste en 12 exigences visant à atteindre un niveau élevé de transparence dans la gestion des pêches maritimes, en rendant les informations vérifiées accessibles en ligne.

2. la participation : La FiTI repose sur le principe d'une participation diversifiée par l'intermédiaire de groupes multipartites nationaux composés de représentants du gouvernement, de l'industrie et de la société civile.

En collaboration avec les groupes multipartites nationaux en Mauritanie, le PAdEM a facilité la préparation du troisième rapport annuel de la FiTI afin de contribuer à l'amélioration de la qualité des données. Le PAdEM prévoit en outre de continuer à soutenir le GNM en organisant des réunions de groupe régulières et en créant une plateforme de dialogue pour discuter des recommandations des rapports élaborés et des étapes futures. Ces efforts continus aideront le pays à améliorer la transparence dans le secteur de la pêche.



Volume des bateaux de pêche artisanale à contrôler par les garde-côtes, Nouadhibou.

© Alena Goebel / GIZ

Transparence de la pêche en Mauritanie

Auteur invité : Initiative pour la transparence dans le secteur de la pêche, Sven Biermann

Qui est autorisé à pêcher dans les eaux mauritaniennes? Quelle est la quantité de poisson pêchée dans ces eaux? Et comment la pêche contribue-t-elle à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ce pays désertique d'Afrique de l'Ouest?



Il y a deux ans à peine, il était impossible de répondre à ces questions et à d'autres questions fondamentales, malgré les craintes généralisées de surpêche. Depuis, la Mauritanie a considérablement amélioré son niveau de transparence en collaborant avec l'Initiative pour la transparence dans le secteur de la pêche (FiTI), reconnaissant clairement que la mise à disposition du public d'informations crédibles est primordiale pour parvenir à une pêche durable. Grâce à une approche multipartite, la Mauritanie divulgue désormais régulièrement des informations importantes sur son secteur de la pêche, notamment les licences de pêche, les accords de pêche avec l'étranger, les évaluations des stocks, les contributions financières, les données sur les captures et les débarquements et les subventions, qui sont accessibles au public dans le dernier rapport de la FiTI.

Au-delà des inquiétudes concernant la surpêche légale, la Mauritanie

est également considérée comme vulnérable à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), en partie à cause de sa capacité limitée à surveiller ses eaux. Outre diverses mesures d'atténuation, telles que la mise en œuvre de l'accord sur les mesures du ressort de l'État du port (PSMA), les autorités nationales de la Mauritanie utilisent également la FiTI pour donner accès à des informations sur leurs politiques et activités de surveillance et de contrôle des activités de pêche, ainsi qu'à des informations sur les résultats des enquêtes. Ces informations étant combinées à des données détaillées sur la pêche commerciale, y compris un registre public des navires de pêche industrielle, elles permettent aux parties prenantes d'obtenir une compréhension globale des défis posés par la pêche INN et de l'adéquation des réponses nationales.

Confiscation du navire de pêche étranger Nessa 7.

© STOP ILLEGAL FISHING





Mentions légales

Éditeur :

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Friedrich-Ebert-Allee 36 +40
53173 Bonn, Germany

T +49 152 90012274
F +49 61 96 79-11 15
E GVFisch@giz.de
I www.giz.de

Rédaction et conception :

Safina Namatovu, Madalitso Msyalie, Linda Weber, Eunice Namwizye, Samonn Mith, Moritz Reigl, Lukas Novaes Tump & Fridtjof Kasper

Auteurs invités :

Jonas Barkhau - Global Program Circular Economy
Sven Biermann - Executive Director FiTI

Traduction :

Ekembahoaka Irajannahary & Marie-Chanteuse Manirafasha

Date de publication : **05.06.2023**

La GIZ est responsable de cette publication.